



MALADIES NON TRANSMISSIBLES

Campagne de dépistage gratuite à Owando

L'hôpital d'Owando, chef-lieu du département de la Cuvette, a lancé une campagne de dépistage des maladies non transmissibles telles que le diabète et l'hypertension en vue d'une prise en charge gratuite des patients. Prévues jusqu'au 26 août, cette opération a pour objectif de permettre aux populations d'Owando et des localités environnantes de connaître leur statut pour limiter les risques et accroître les moyens de prévention contre ces maladies, notamment le diabète qui est souvent à l'origine de complications pouvant entraîner une crise cardiaque, un accident vasculaire cérébral ou une insuffisance rénale.

Page 5



UPADS

Elisabeth Mapaha seule représentante au Sénat



La candidate de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) aux élections sénatoriales 2023 dans le département du Niari, Elisabeth Mapaha, a été élue au second tour du scrutin après le désistement de son challenger, le candidat indépendant Mafoumbi Nziengui. L'ancienne maire de Mossendjo dans la Bouenza a obtenu 113 voix sur 126, occupant ainsi le dernier siège de la chambre haute du Parlement. Au premier tour, les deux candidats avaient obtenu 56 voix chacun.

Page 16

EDITORIAL

Réclamation légitime

Page 2

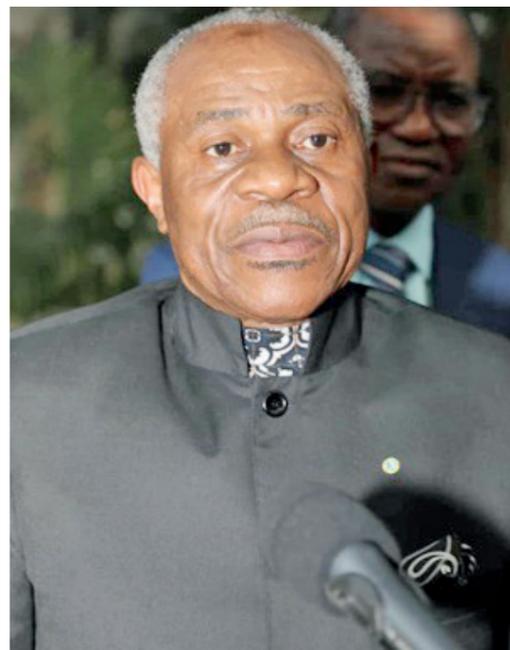
CÉMAC

Le soutien du Congo sollicité dans les programmes d'intégration

Après avoir été reçu à Oyo par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso, le nouveau président de la commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), Baltasar Engonga Edjo'o, a exprimé, à l'issue d'un échange avec le Premier ministre, sa gratitude à la République du Congo pour son soutien.

Évoquant les chantiers qui l'attendent en sa qualité de président de la commission de la Cémac, il s'est dit compter sur les autorités congolaises dans les programmes d'intégration dont les grands axes restent à définir.

Page 16



Baltasar Engonga Edjo'o après son échange avec le chef de l'Etat/DR



Benjamin Bounkoulou/DR

DISPARITION

Décès à Paris de Benjamin Bounkoulou

Le vice-président du Conseil économique, social et environnemental, Benjamin Bounkoulou est décédé hier à Paris en France. Né le 25 septembre 1942 à Kinkengué, localité située dans le département de la Bouenza, il a assumé plusieurs fonctions politiques et administratives parmi lesquelles celles de vice-président du Sénat et ministre des Affaires étrangères et de la Coopération. Benjamin Bounkoulou fut président fondateur de l'Union pour la République, parti politique qu'il a créé en 1995.

Page 3

ÉDITORIAL

Réclamation légitime

Le fait est incontestable. Partout dans le monde, il a été prouvé que le sport peut influencer positivement sur l'économie d'un pays ou d'un département s'il est équipé d'infrastructures sportives dignes de ce nom. Les pouvoirs publics l'ayant compris se sont employés à doter Brazzaville de gymnases et autre Palais des sports. Des efforts louables mais qui doivent maintenant se poursuivre dans les autres villes du Congo pour confirmer la thèse selon laquelle les infrastructures appellent les performances.

Dans la ville de Pointe-Noire, il paraît difficile aujourd'hui de sortir de meilleures équipes en dépit des talents dont regorge la capitale économique. Le handball ponténégrin tisse un mauvais coton faute d'un appui financier et de terrains réglementaires qui pourraient améliorer les résultats. Conséquence : le nombre de ses clubs décroît à un rythme accéléré.

Le combat que mène actuellement la Fédération congolaise de handball (Fécohand) pour vite stopper l'hémorragie est appréciable. La réclamation faite par le président de la Fécohand pour la construction d'au moins un gymnase à Pointe-Noire participe à la volonté de moderniser la pratique du handball au Congo dans la mesure où le sport a considérablement évolué, atteignant même un niveau technologique.

Désormais le handball actuel ne se joue plus en plein air et la multiplication des aires de jeu partout dans le pays va mettre un terme à une vieille méthode qui condamnait nos clubs à s'entraîner sur le sable, et, progressivement, rendre les équipes plus conquérantes. Cette vision appuyée par une bonne politique de sponsoring permettra enfin au Congo de retrouver la place qui était la sienne il y a des décennies.

Les Dépêches de Brazzaville

SÉNATORIALES 2023

Le CAR salue le bon déroulement du scrutin

Le Comité d'action pour le renouveau (CAR), présidé par Clotaire Mboussa Ellah, est ravi des élections sénatoriales du 20 août dernier.



Clotaire Mboussa Ellah

« Les élections sénatoriales se sont bien déroulées dans tous les chefs-lieux des départements de la République. Je n'ai pas entendu un seul candidat, qu'importe son label, se plaindre d'avoir été marginalisé ou se faire voler sa victoire », a déclaré le dirigeant du CAR.

Il a cependant déploré quelques comportements déviants de certains conseillers locaux et municipaux qui en ont fait leurs fonds de commerce en faisant le marchandage de leurs voix. Malgré cela, il a salué le niveau d'organisation, les préparatifs, le bon déroulement ainsi que le calme constaté lors du scrutin. De même que le dépouillage

des bulletins et les résultats obtenus par chaque candidat. En dehors de quelques pratiques telles la non-observation de la part de certaines autorités administratives, départementales de la loi électorale sur la composition d'un bureau de vote, notamment sur la parité ou la représentativité de toutes les forces politiques dans le bureau de vote, le président du CAR a tout de même reconnu que le scrutin s'est bien déroulé.

Clotaire Mboussa Ellah a salué les efforts du ministère de l'Intérieur qui a réussi son pari. « Je crois bien comprendre que ces résultats sortis des urnes le 20 août sont bien scellés, parce qu'ils sont connus

de tous », a-t-il fait savoir.

Il a, en outre, reconnu que du point de vue des résultats observés, ceux-ci confortent la majorité du parti au pouvoir et ses alliés au Sénat alors que l'opposition ne se retrouve qu'avec moins de cinq élus.

« C'est pire que hier par rapport à l'opposition toute confondue qui ne se retrouve presque avec rien sinon 1, 2, 3 élus, ce qui encore a confirmé si réellement elle sera représentée au Sénat. L'opposition devra tirer les leçons de son échec ou de cette éventualité en attendant la proclamation officielle des résultats », a conclu le dirigeant du CAR.

Jean Jacques Koubemba

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndongidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

* Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

DISPARITION

Décès à Paris de Benjamin Bounkoulou

Le vice-président du Conseil économique, social et environnemental et ancien ministre des Affaires étrangères est décédé le 23 août à Paris, en France, à l'âge 81 ans, a-t-on appris.

Né le 25 septembre 1942 à Kinkengue, dans le district de Boko-Songho, département de la Bouenza, le président fondateur de l'Union pour la République (UR), Benjamin Bounkoulou, a été un diplomate chevronné. Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, chargé de la Francophonie de 1992-1995 et ministre de la Privatisation, chargé de l'inspection générale d'Etat en 1997, fut plusieurs fois ambassadeurs.

Elevé à la dignité d'ambassadeur du Congo en 1992, Benjamin Bounkoulou fut, de 1987 -1990, ambassadeur de la République populaire du Congo aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada ; de 1983- 1987, ambassadeur du Congo près la République d'Ethiopie socialiste à Addis-Abeba, au Yémen démocratique et à Djibouti, auprès de l'OUA et de la commission économique des Nations unies pour l'Afrique. Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire du Congo en Algérie, en Libye, en Mauritanie, en Egypte et en Tunisie de 1979-1983, il a occupé aussi

les fonctions d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Congo en Angola et doyen du corps diplomatique de 1976 -1979 ; d'ambassadeur itinérant et conseiller diplomatique du président de la République de 1975-1976.

Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères de 1971-1975, il assumait les fonctions de directeur des Affaires politiques du ministre des Affaires étrangères 1969-1971, de directeur de la division Afrique au même ministère de 1967-1969 et de président du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1994.

Directeur général de la Société congolaise des transports maritimes (Socotram) de 1991-1992, Benjamin Bounkoulou fut également un homme politique. Créateur de l'UR en 1995, il fut deuxième vice-président du Conseil national de transition (parlement de transition) de 1998-2002 ; premier vice-président du Sénat de 2002-2011 ; député à l'Assemblée nationale de 2012-2017.

Parfait Wilfried Douniama



TRANSPORT EN COMMUN

L'O2CD émet des inquiétudes à quelques semaines de la rentrée scolaire

L'Observatoire congolais des droits des consommateurs (O2CD) s'est préoccupé des répercussions de la hausse du prix du carburant à la pompe sur les coûts de transport (bus, taxis). À quelques semaines de la rentrée des classes, l'observatoire en appelle à la responsabilité des pouvoirs publics pour prévenir une crise de transport en commun.

Le secrétaire exécutif de l'O2CD, Mermans Babounga, a fustigé le « mutisme » du gouvernement congolais par rapport à la requête des syndicats des transporteurs qui avait sollicité des mesures d'accompagnement suite au relèvement du prix du carburant à la pompe. Les autorités n'ont encore donné aucune réponse, a-t-il dit, et cela devient un sujet d'inquiétude avec la rentrée scolaire 2023-2024.

« À une semaine du mois de septembre, nous nous inquiétons pour les conditions de transports en commun. Mais les pistes de solution proposées par l'Observatoire ont été actées par le Premier ministre. La commission qu'il a mise en place devrait réaliser l'étude pour essayer d'évaluer l'impact. C'est cette étude qui devrait indiquer les directions vers lesquelles le gouvernement devrait prendre. Comment va-t-on proposer des mesures sans une donnée de référence de terrain qui devrait provenir de l'étude », s'interroge Mermans Babounga.

L'étude des impacts de la



Les participants à l'atelier de formation Adiac

hausse du prix du carburant s'est invitée au débat de l'atelier de formation sur les techniques de plaidoyer et de réseautage initié par l'O2CD en partenariat avec la coor-

dination du Réseau des associations des consommateurs qui réunit une dizaine de plateformes. Cette rencontre de deux jours visait, selon le principal orateur, Félix Ba-

tantou-Oumba, à renforcer les capacités des acteurs de la société civile sur les stratégies de plaidoyer et de réseautage en vue d'améliorer l'impact de leurs actions sur le terrain.

« À une semaine du mois de septembre, nous nous inquiétons pour les conditions de transports en commun. Mais les pistes de solution proposées par l'Observatoire ont été actées par le Premier ministre. La commission qu'il a mise en place devrait réaliser l'étude pour essayer d'évaluer l'impact. C'est cette étude qui devrait indiquer les directions vers lesquelles le gouvernement devrait prendre. Comment va-t-on proposer des mesures sans une donnée de référence de terrain qui devrait provenir de l'étude »

« Nos échanges ont porté essentiellement sur le plaidoyer et ses différents procédés tels que la note de position ou la déclaration. Concernant le réseautage, nous avons débattu de la nécessité pour les plateformes de la société civile de coordonner leurs actions de terrain et de partager les informations. Nous avons aussi insisté sur la capacité des leaders de la société civile à manager leurs plateformes, ainsi qu'à mobiliser les budgets de fonctionnement », a indiqué le conférencier.

Outre la situation de transports en commun, les défenseurs des consommateurs suivent de près la flambée des prix des produits essentiels notamment alimentaires. Les techniques de plaidoyer vulgarisées au cours de la formation vont permettre aux participants de structurer leurs interventions, à l'instar des membres de l'O2CD Marina Eudoxie Yila Ndoulou et Thychique Brunel Lindolo Mumbely, qui ont manifesté leur intérêt pour le réseautage.

Fiacre Kombo

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

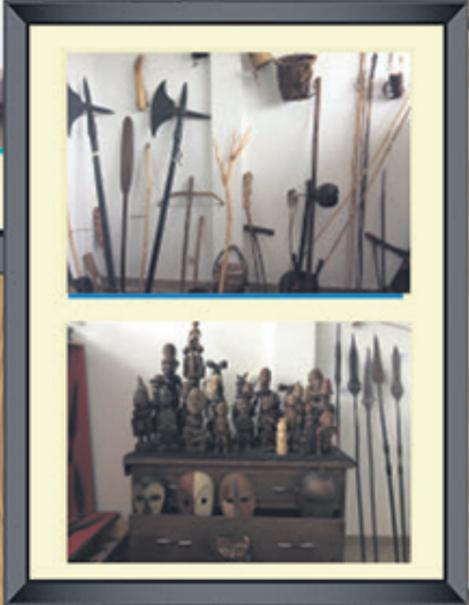
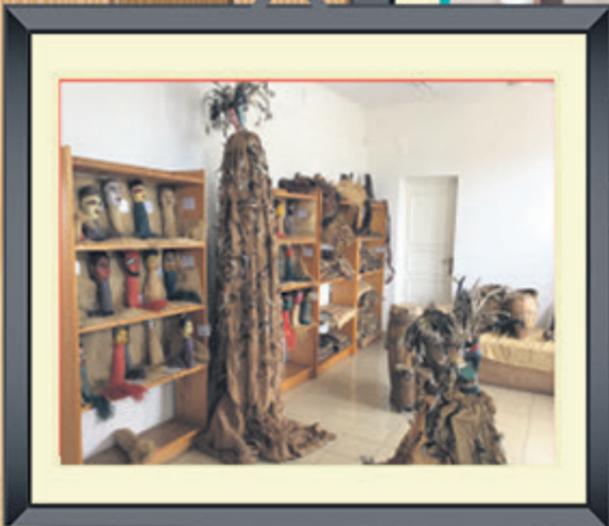
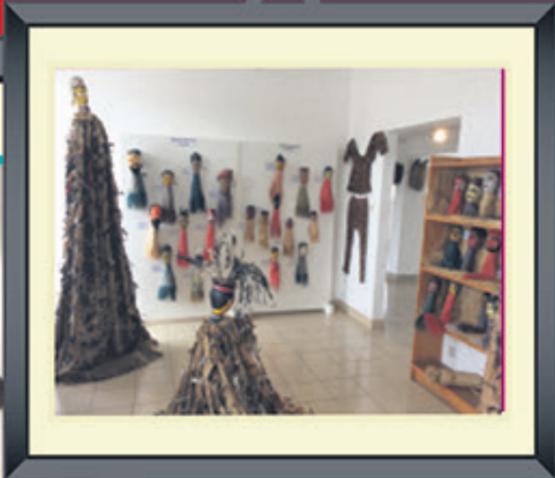
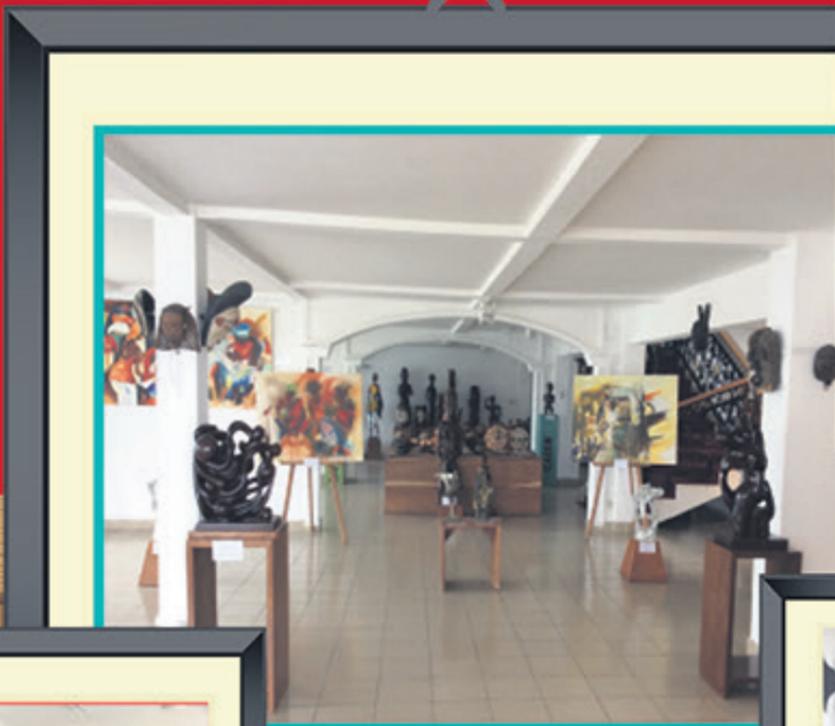
SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

MALADIES NON TRANSMISSIBLES

Dépistage et prise en charge gratuits à l'hôpital d'Owando

La campagne de dépistage des maladies non transmissibles comme le diabète et l'hypertension, en cours à l'hôpital général 31-juliet d'Owando, dans le département de la Cuvette, prendra fin le 26 août.

« Certains cas dépistés bénéficieront d'un traitement », a fait savoir Dominique Obissi, directeur général de l'hôpital 31-juliet d'Owando, lors du lancement de la campagne de dépistage du diabète et de l'hypertension. Comme pour dire que la prise en charge des cas est prévue dans cette campagne de dépistage et de sensibilisation à ces maladies non transmissibles qui causent des problèmes de santé publique dans le pays. « Le dépistage a toute sa raison d'être parce qu'il y a des patients qui arrivent à l'hôpital à un moment où la maladie a atteint un niveau très avancé que l'on ne peut parfois plus rattraper », selon Dominique Obissi.

Cette campagne va donc permettre aux populations d'Owando et des localités environnantes de connaître leur statut, entre autres, sur le diabète et l'hypertension ; avoir la connaissance sur les risques encourus et les moyens de prévention. Le diabète peut en effet entraîner plusieurs complications



pouvant aller d'une crise cardiaque ou d'un accident vasculaire cérébral à une insuffisance rénale ; à une amputation des membres inférieurs ; à une déficience visuelle ; à la cécité ; à des lésions nerveuses.

Au nombre de multiples fac-

teurs de risque du diabète figurent les antécédents familiaux. Il y a également des facteurs de risque modifiables tels que le surpoids, l'obésité, les modes de vie sédentaires, le tabagisme, l'usage nocif de l'alcool...

Ces facteurs modifiables

sont en augmentation dans les pays d'Afrique, selon l'Organisation mondiale de la santé.

Lors de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le diabète l'année passée, le ministre de la Santé et de la Population,

Gilbert Mokoki, soulignait que le taux de prévalence de diabète au Congo est de 7%. Pour le coût onéreux des soins de diabète, expliquait-il, le gouvernement travaille de façon méthodique à la mise en place du mécanisme de solidarité qui apportera une partie de la solution. En attendant, la prochaine célébration de la Journée mondiale de lutte contre le diabète le 14 novembre 2023 pour faire un autre état des lieux de la maladie, les populations d'Owando et des localités environnantes continuent de se faire dépister jusqu'au 26 août.

Rominique Makaya

« Le dépistage a toute sa raison d'être parce qu'il y a des patients qui arrivent à l'hôpital à un moment où la maladie a atteint un niveau très avancé que l'on ne peut parfois plus rattraper »

SANTÉ

Vulgarisation des protocoles thérapeutiques des soins

Un atelier de consensus sur les conduites thérapeutiques standard dans les soins a été organisé, le 22 août, à Brazzaville par l'Unité de coordination du projet de renforcement du système de santé « Kobikisa ».

Cette rencontre vise à vulgariser les protocoles thérapeutiques standard dans les soins, à présenter la prise en charge des pathologies majeures du panier de soins retenus par la Caisse d'assurance maladie universelle, à amender les protocoles en les contextualisant en fonction du feedback des participants.

« Je vous invite à percevoir ce document comme un moyen de rationalisation. Mais, la mise en œuvre de ce processus a toujours posé problème. Et, cette rationalisation est parmi tant d'autres de nos pratiques médicales. Comme tout outil participatif et collaboratif, ça reste donc un document à parfaire », a indiqué le directeur départemental des



Le Pr Hugues Isoibeka au centre Adiac

« Je vous invite à percevoir ce document comme un moyen de rationalisation. Mais, la mise en œuvre de ce processus a toujours posé problème. Et, cette rationalisation est parmi tant d'autres de nos pratiques médicales. Comme tout outil participatif et collaboratif, ça reste donc un document à parfaire »

services des soins de santé de Brazzaville, le Pr Hugues Isoibeka.

Il a insisté sur l'implication des différentes parties prenantes en vue de l'amélioration des protocoles de soins sanitaires. De son côté, le Dr Darius Eryux Mbou, coordonnateur du projet « Kobikisa », a signifié que les conduites thérapeutiques recommandées viennent combler un certain besoin, notamment l'existence des recommandations pour la pratique clinique.

A l'issue de cet atelier, la première édition du livre des protocoles thérapeutiques standards sera réceptionnée par la caisse d'assurance maladie universelle à travers le ministère de la Santé et de la Population.

Guillaume Ondze

CENTRAFRIQUE

Le Parlement déplore la reconduction de l'embargo sur les armes

Le président de l'Assemblée nationale centrafricaine, Simplicie Mathieu Sarandji, a déploré lundi dernier la reconduction d'un an de l'embargo sur les armes à destination des Forces armées centrafricaines (FACA) par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Dans son discours d'ouverture, lors de la première session extraordinaire de l'Assemblée nationale de l'année 2023 qui a été ouverte le 21 août, M. Sarandji a exprimé «sa profonde consternation» vis-à-vis de cette décision du Conseil de sécurité des Nations unies.

Selon lui, les efforts déployés par le gouvernement centrafricain, en coordination avec les partenaires régionaux et internationaux, pour faire avancer la réforme du secteur de la sécurité, commencent à produire des résultats satisfaisants. «Les élus de la nation ont à plusieurs reprises lancé des cris d'alarme au Conseil de sécurité et au comité des sanctions des Nations unies pour la levée totale, immédiate et définitive des sanctions imposées aux FACA. Cette question a toujours été l'une de nos préoccupations majeures», a-t-il souligné.

L'embargo sur les armes à destination de la République centrafricaine a été imposé par le Conseil de sécurité des Nations unies en 2013 après qu'une coalition de groupes armés a renversé le régime de l'ancien président François Bozizé. Le 27 juillet dernier, le Conseil de sécurité a décidé de reconduire pour un an cet embargo, soit jusqu'au 31 juillet 2024, mais avec un régime d'assouplissement.

ZAMBIE

Le président souhaite des élections pacifiques

Le président zambien, Hakainde Hichilema, également président de l'organe de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en charge de la politique, de la défense et de la sécurité, a souhaité mardi aux Zimbabwéens des élections pacifiques.

«Dans l'esprit de nos valeurs communes au sein de la SADC, nous souhaitons au peuple du Zimbabwe un processus électoral pacifique et ordonné. Au nom de la famille SADC, j'appelle tous les citoyens du Zimbabwe à exercer leur droit constitutionnel, à participer à cette phase cruciale de leur système de gouvernance, et à soutenir notre objectif commun de développement économique, politique et social régional», a déclaré M. Hichilema dans un

communiqué publié par le secrétariat de la SADC. Les Zimbabwéens doivent se rendre aux urnes mercredi pour élire un président, des députés et des représentants dans les administrations locales.

Le président sortant, Emmerson Mnangagwa, brigue un second mandat, et son principal adversaire est Nelson Chamisa, leader de la Coalition des citoyens pour le changement, principal mouvement d'opposition dans le pays.

MALI

L'ONU encourage une coopération rapide et sûre de la Minusma

Le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, a exhorté la mission au Mali à transférer rapidement ses tâches aux autorités locales et aux partenaires en vue d'un retrait en toute sécurité du pays, a indiqué lundi Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres.

«Jean-Pierre Lacroix a achevé sa visite dans le pays, après une série de réunions avec de hauts responsables du gouvernement de transition, notamment le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga», a déclaré M. Dujarric à l'issue de la visite de deux jours de M. Lacroix.

Il a signalé que M. Lacroix avait discuté des enseignements tirés de la première phase du retrait de la mission, qui devrait s'achever à la fin du mois.

La semaine dernière, les membres de la mission, connue sous le nom de Minusma, se sont retirés de quelques-unes de leurs petites

bases dans le nord de la région de Tombouctou.

L'objectif est que l'ensemble de la mission ait quitté le pays d'ici au 31 décembre, suite à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies datant de juin et honorant la demande de Bamako pour le retrait de la mission.

Le Conseil de sécurité a mandaté la Minusma en 2013, qui s'est avérée être l'une des missions de l'ONU les plus meurtrières, avec plus de 300 soldats de la paix tués dans l'exercice de leurs fonctions en date du 30 juin.

Xinhua



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

À VENDRE

Parcelle d'une superficie de 1251,74 m2 située avenue Auxence Ikonga face hotel Ledjer ex Meridien quartier centre-ville à Brazzaville.

Démarcheur s'abstenir.

Contact : Roland Mpara

Tél; : 06 723 667 43 / 05 647 59 75 / 06 659 55 83

AVIS DE PERTE

M. Assad Abdallah domicilié au 03 avenue Cardinal Emile Biayenda demande à toute personne de bonne volonté ayant retrouvé son passeport libanais n°LR 19678911 du 20 décembre 2022 de bien vouloir le lui déposer ou le contacter au n°06 801 01 53.

Une récompense est prévue.

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

SOMMET DES BRICS

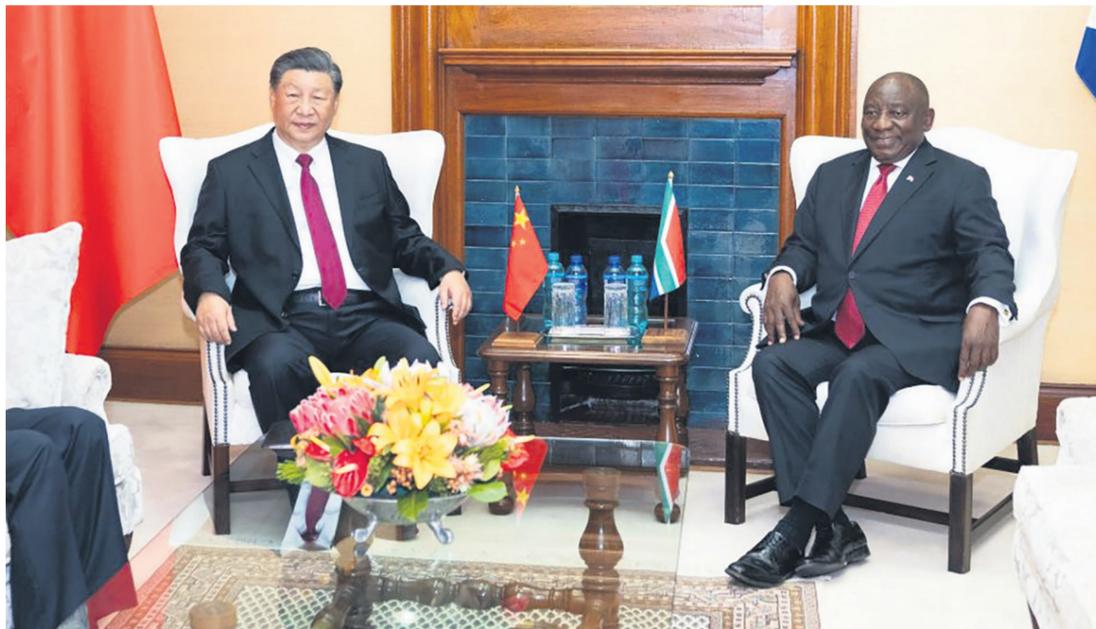
La Chine et l'Afrique du Sud affichent leurs relations

Avant l'ouverture du sommet des Brics à Johannesburg, le président chinois Xi Jinping s'est entretenu, le 22 août à Pretoria, avec son homologue sud-africain Cyril Ramaphosa.

Les deux chefs d'État ont affiché leur entente sur plusieurs dossiers, comme la guerre en Ukraine. Le président chinois a salué un « nouveau point de départ historique » pour les relations entre la Chine et l'Afrique du Sud. Du côté des échanges, le chef de l'État chinois a reconnu que le partenariat avec l'Afrique du Sud gagnerait à être mieux équilibré. Xi Jinping promet de mettre l'accent sur l'importation de biens sud-africains à valeur ajoutée, alors que les relations entre Pékin et Pretoria connaissent désormais, selon lui, un « nouveau point de départ historique ».

Cyril Ramaphosa a affirmé accueillir Pékin en « véritable ami », rappelant que la Chine est le premier partenaire commercial de Pretoria. « Nous sommes unis dans notre objectif commun et notre quête d'un monde meilleur et plus égalitaire », a-t-il poursuivi.

Sur le sujet de la guerre en Ukraine, les deux hommes ont parlé d'une seule voix, partageant une position commune



Xi Jinping et Cyril Ramaphosa (Xinhua/Huang Jingwen)

d'appel au dialogue sans ouvertement condamner la Russie, alors que tous deux ont lancé des tentatives de négociation. Plusieurs accords bilatéraux ont été signés au cours de cette visite, avant que les deux chefs d'État ne prennent la route pour Johannesburg, afin de lancer officiellement le sommet des Brics.

Produisant un quart de la richesse mondiale et comptant 42 % de la population du globe, les Brics ont en commun leur revendication d'un équilibre politique et économique mondial plus inclusif, en particulier vis-à-vis des États-Unis et de l'Union européenne. Le groupe cherche à étendre son influence et réfléchir

à s'élargir. Une quarantaine de pays ont demandé leur adhésion ou manifesté leur intérêt pour rejoindre le groupe. Iran, Argentine, Bangladesh et Arabie saoudite font notamment partie des aspirants. Mais les cinq membres actuels, éloignés géographiquement et dotés d'économies à la croissance inégale, ont des

« opinions divergentes sur les pays qui devraient intégrer le bloc et les conditions », a relevé Jannie Rossouw, de l'Université du Witwatersrand à Johannesburg. L'Afrique du Sud a planché cette année sur une liste de « directives » pour l'entrée de nouveaux membres, a indiqué la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Naledi Pandor.

La question de l'élargissement divise surtout l'Inde et la Chine, les deux économies les plus puissantes du bloc. Le second veut développer son influence alors que le premier se méfie des intentions de son rival régional. « À long terme, la rivalité entre la Chine et l'Inde est probablement le principal défi auquel les Brics seront confrontés », poursuit Jannie Rossouw. Par ailleurs, le processus de décision au sein du bloc, qui requiert un consensus, constitue un « obstacle majeur » sur la question d'une possible expansion, a souligné Jakkie Cilliers, de l'Institut d'études sur la sécurité à Pretoria.

Yvette Reine Nzaba

NIGER

L'état-major français dément avoir demandé le survol du territoire algérien

L'état-major des armées françaises a réfuté une information de la radio officielle algérienne selon laquelle l'Algérie a refusé d'accorder à la France une autorisation de survol de son territoire en prévision d'une opération militaire imminente au Niger.

L'état-major infirme la demande par la France de survol du territoire algérien et par conséquent le refus des autorités algériennes. La radio algérienne a rapporté le 21 août, sur son site internet, que l'Algérie avait refusé à la France une telle autorisation de survol. L'Algérie s'oppose à toute intervention militaire étrangère au Niger et privilégie la voie diplomatique pour rétablir l'ordre constitutionnel dans le pays depuis le coup d'État militaire du 26 juillet. Une position qui conforte son voisin nigérien. « Nous rejetons totalement et catégoriquement toute intervention militaire au Niger », a déclaré le président Abdelmadjid Tebboune. « Regardez la situation où il y a eu des interventions étrangères, leurs problèmes sont toujours posés », évoquant les crises en Syrie et en Libye. « La situation s'est aggravée après la décision du Burkina Faso et du Mali d'entrer dans la bataille », a encore prévenu le président Tebboune, alertant sur le risque d'embrassement de toute la région du Sahel. L'Algérie se dit traumatisée par le syndrome lybien.

Paris soutient la ligne de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, qui a affirmé être prête à déployer une force d'intervention en cas d'échec au Niger à rétablir Mohamed Bazoum dans ses fonctions, une demande refusée jusqu'à présent. De son côté, le CNSP au Niger a annoncé une transition de trois ans maximum et convoqué un dialogue national inclusif. Le CNSP au pouvoir au Niger a accordé un délai d'un mois aux troupes françaises - jusqu'au début septembre - pour quitter le territoire. La France dispose des troupes au Niger, au nombre d'environ 3 000 soldats, issus pour la plupart de la force Barkhane.

Ce n'est pas la première fois qu'Alger refuse le survol de son espace aérien par des avions français. En octobre 2021, l'Algérie avait refusé le survol de son espace aérien par des avions cargos militaires français opérant dans le nord du Mali, et ce, à un moment où une crise diplomatique battait son plein entre les deux pays, sur fond de déclarations controversées du président Emmanuel Macron.

Noël Ndong

CEEAC/FOMAC

Le général Major Audace NDUwumunsi installé dans ses fonctions

Après plus de dix ans à la tête de l'état-major de la Force multinationale de l'Afrique centrale (Fomac), le général de brigade Daniel Raimundu Savihemba a cédé sa place au général Major Audace NDUwumunsi.

L'officier supérieur burundais, Audace NDUwumunsi, a prêté serment, le 21 août, en sa qualité de nouveau chef d'état-major régional de la Fomac, en présence des commissaires, de l'agent comptable, du contrôleur financier, de l'auditeur interne, des conseillers, des directeurs et chefs de service de la Commission de la CEEAC et du Commissaire général à l'intégration régionale du ministère des Affaires étrangères du Gabon, Blaise Placide Olouba. Le serment a été reçu par le président de la Commission de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Verissimo.

Proche collaborateur du président burundais Évariste Ndayishimiye, secrétaire permanent du ministère de la Défense nationale et des anciens combattants du Burundi, le général major qui vient succéder à l'Angolais Daniel Raimundo Savihemba a gravité tous les échelons au sein de l'armée burundaise.

Avec une expérience dans la gestion des organisations multinationales, au cours des années 2010, Audace NDUwumunsi a



L'officier supérieur burundais, Audace NDUwumunsi

été commandant adjoint de la mission de l'Union africaine en Somalie, (l'Amisom), désormais remplacée par une structure de transition, l'Atmis. Peu avant, il était chef de service chargé de la Logistique (G4) à l'état-major général de la Force de défense nationale du Burundi avant d'être nommé secrétaire permanent au ministère de la Défense nationale et des an-

ciens combattants.

Après la cérémonie de prestation de serment, le président de la Commission de la CEEAC a rendu publiques, par le biais d'un groupe d'experts, des instructions et modalités pratiques à observer pendant la période électorale en vue de se mettre à l'abri des débordements ou d'abus d'où qu'ils proviennent.

Y.R.Nz.



Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56 info@adiac.tv 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

15^e SOMMET DE BRICS

Sama Lukonde représente Félix Tshisekedi à Johannesburg

Accompagné du ministre de l'Industrie Julien Paluku, le Premier ministre Sama Lukonde prend part au 15^e sommet du Brics, au nom du président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

C'est aux petites heures de la matinée du mardi 22 août que le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde est arrivé à Johannesburg en Afrique du Sud pour représenter le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, au 15^e Sommet de Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), organisé en présentiel du 22 au 24 août à Johannesburg.

Accompagné du ministre de l'Industrie et des vice-ministres des Affaires étrangères et des Finances, le chef du gouvernement congolais répond à l'invitation d'honneur envoyée au chef de l'Etat congolais afin de prendre part à ce 15^e sommet qui vise l'élargissement du bloc aux nouveaux membres pour contrebalancer le G7 et le G20.

Le Premier ministre congolais est porteur du message du président de la Répu-

blique à ce sommet des pays émergents représentant 40 % de l'économie mondiale. Dans l'agenda du Sama Lukonde, il est prévu plusieurs rendez-vous d'affaires et diplomatiques avec des chefs d'Etats et des gouvernements intéressés par les ressources naturelles ainsi que les facilités qu'offrent les zones économiques spéciales en RDC aux investisseurs étrangers et nationaux.

Vers un investissement automobile en RDC

C'est dans ce cadre que le ministre de l'Industrie, Julien Paluku Kahongya, a précédé le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde. Il est allé visiter la société japonaise Ud Trucks basée à Pretoria en République sud-africaine, et spécialisée dans le montage des véhicules. Par le biais de ses responsables, cette société promet de venir s'installer en RDC, pour



Le Premier ministre Sama Lukonde à l'aéroport de Johannesburg

pouvoir bénéficier de tous ces avantages.

Julien Paluku Kahongya a visité les usines d'assemblage des véhicules accompagné de Fidèle Mulaja Binene, ambassadeur de la RDC en Afrique du Sud. Dans un

avenir proche, a laissé entendre le ministre Julien Paluku Kahongya, un mémorandum d'entente contenant un chronogramme sera signé avec l'Afrique du Sud. Notons que le Brics réunit de grands pays à revenu in-

termédiaire dont l'économie connaissait une croissance rapide à l'époque. L'organisation vise donc à s'ouvrir aux autres pays pour s'élargir et faire le contre-poids du G7 et du G20.

Martin Engimo

WASHINGTON/KINSHASA

Renforcement du partenariat stratégique

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, a reçu, le 22 août, une délégation du Congrès américain conduite par le républicain John James et la démocrate Sara Jacobs, tous deux membres de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants.

« Nous sommes venus pour montrer l'appui des États-Unis au gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et souligner encore l'importance de notre relation stratégique que nous voulons plus forte et toujours chaleureuse », a déclaré la démocrate Sara Jacobs au sortir de l'audience. « La plus grande ressource de la RDC, ce ne sont pas ses minerais mais sa population. Nous avons donc parlé des droits de l'homme, de la sécurité et de l'économie pour aider la population congolaise à bénéficier des richesses du pays », a dit le républicain John James qui est également président du sous-comité sur l'Afrique au sein de la Commission des Affaires étrangères à la Chambre des représentants du Congrès des



Le président Félix Tshisekedi discutant avec les représentants du Congrès américain

« Nous voulons aider la RDC à bâtir son économie et être un grand leader en Afrique grâce au développement que nous voulons construire ensemble »

États-Unis d'Amérique. Le député John James a fait savoir que les États-Unis d'Amérique sont prêts à investir dans la construction des infrastructures, le développement de l'agriculture, la construction des ponts et des chemins de fer. « Nous voulons aider la RDC à bâtir son économie et être un grand leader en Afrique grâce au développement que nous voulons construire ensemble », a-t-il conclu. Un groupe bipartisan (républicains et démocrates) du Congrès américain travaille actuellement sur un projet législatif pour renforcer le partenariat stratégique entre Washington et Kinshasa. La délégation parlementaire américaine était accompagnée par Lucy Tamlyn, l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique en RDC.

Alain Diasso



RENTRÉE LITTÉRAIRE DU CONGO (RELICO)

« A bâtons rompus »

Nouvelle formule en une journée, en trois séquences

Ce Jeudi 24 août 2023 de 13 h à 17 h

Lieu : Librairie Les Manguiers (Les Dépêches de Brazzaville)

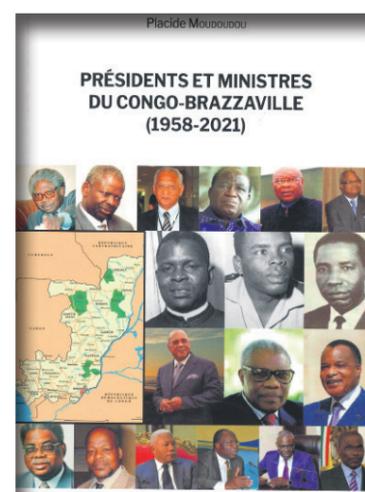
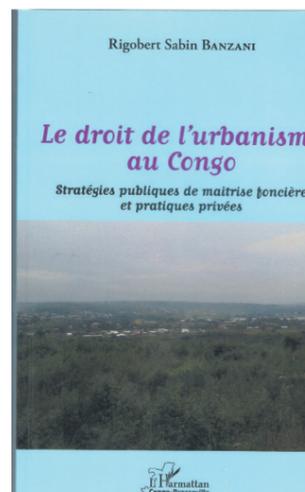
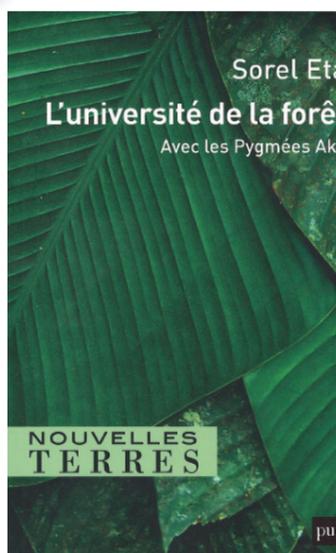
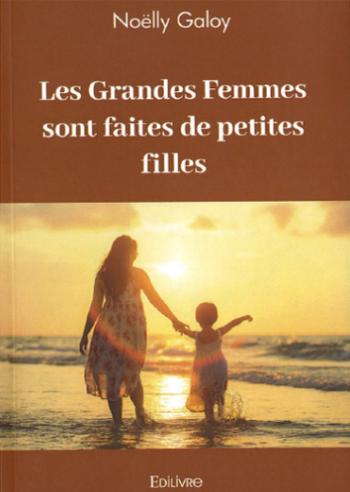
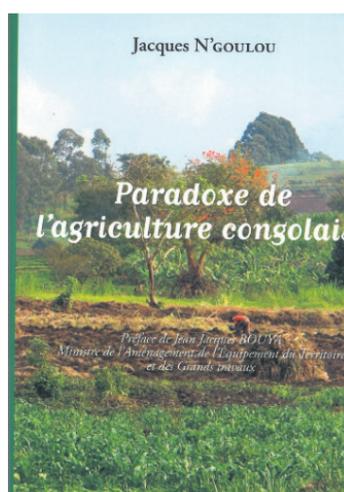
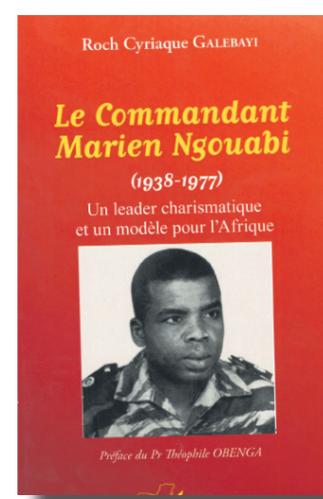
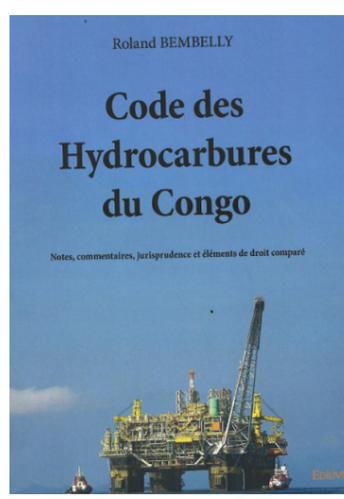
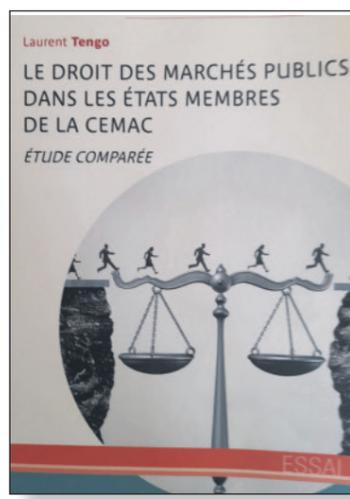
Ecrivains :

1. Fidèle Biakoro Pambou Lenormeux *Les Stigmates*
2. Abdallah Denis NGuesso *Les jeunes années d'un producteur, la gomme, le pouvoir, énigmes et les genoux de la grand-mère*
3. Ferréol Gassackys *Paul Pascal Gassackys, mon père*
4. Henri Djombo *Gahi ou l'affaire autochtone*
5. Noël Kodia-Ramata *La poésie congolaise en mouvement*
6. Emile Gankama *Pouvoir, tradition, modernité – l'école de Denis Sassou Nguesso*

Comité de pilotage : Florent Sogni Zaou - Emilie Eyala - Bénédicte De Capèle



EN VENTE



CAMI

N'samba Kalambayi édicte des orientations au nouveau comité directeur

Nommé le 1er août par ordonnance présidentielle, le nouveau comité de gestion du cadastre minier (Cami), conduit par son président du conseil d'administration, Crispin Mbindule, a été reçu récemment par la ministre des Mines, Antoinette N'Samba Kalambayi, dans son cabinet de travail de la Gombe.

Outre les civilités présentées à la patronne des Mines au cours de cette audience, la rencontre a aussi servi d'un cadre de travail à l'issue de laquelle quelques orientations opérationnelles ont été données au nouveau comité du Cami. Antoinette N'Samba a demandé au nouveau comité d'appliquer la rigueur dans le travail, de recouvrer le droit minier et d'éviter la corruption. Elle a, en sus de cela, invité ses hôtes à travailler conformément à la vision du président de la République, chef de l'État, Félix Tshisekedi. Il sied de noter que la notification faite par Antoinette N'Samba Kalambayi aux nouveaux animateurs de Cami est un signe qui montre la détermination et la volonté de l'autorité de tutelle de voir cet établissement public de haute portée stratégique du pays répartir sur des nouvelles bases pour son rayonnement final. Pour rappel, c'est en date du 9 août que la team Mabolia Yenga a eu à procéder à la remise et reprise avec le comité sortant de Jean-Félix Mupande.

Blandine Lusimana



Antoinette N'samba posant avec les membres du comité directeur du Cami

SANTÉ

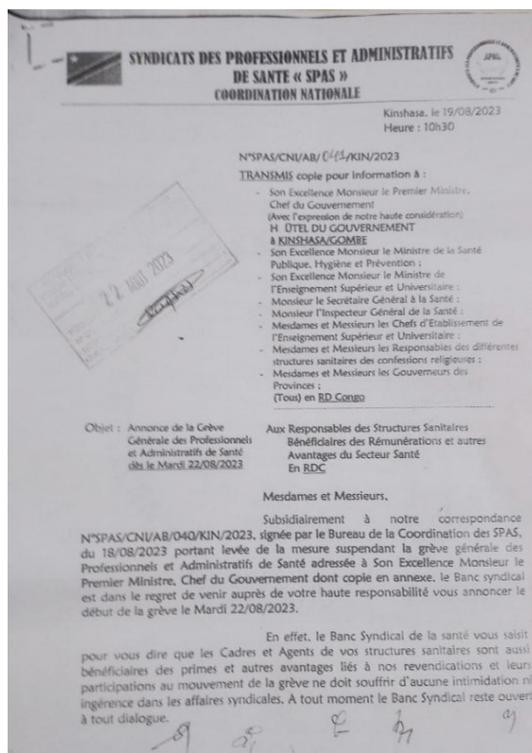
Grève dans les hôpitaux publics

Depuis le mardi 22 août, les médecins et infirmiers, membres des syndicats de professionnels et administratifs de santé (SPAS) œuvrant dans les hôpitaux publics observent une grève générale. Cette situation paralyse déjà le fonctionnement de plusieurs services dans ces hôpitaux au grand dam des malades.

Avant d'entamer le mouvement de débrayage, la coordination du SPAS avait, en date du 19 août, adressé une correspondance aux différentes autorités du pays, notamment au Premier ministre, chef du gouvernement, Jean-Michel Sama ; au ministre de la santé publique, Hygiène et Prévention, Dr Samuel Roger Kamba, au ministre de l'Enseignement supérieur et Universitaire, Mohindo Zangi, pour présenter leurs préoccupations. L'échéance étant écoulée, ces professionnels et administratifs de santé ont décidé de déclencher leur grève. Dans leur correspondance, les grévistes réclament du gouvernement l'alignement à la prime de risque au 2e et 3e trimestre 2023, le paiement de salaire pour les agents qui ne sont pas payés, la paie complémentaire du 2e trimestre 2023, la promotion en grade, la titularisation des actes administratifs et l'admission sous statut des agents qui sont recrutés et qui sont encore de nouvelles unités.

Selon une source proche de l'hôpital général de référence de Kinshasa, ex-Maman Yemo, tous les syndicats des infirmiers observent la grève. Il s'agit de la Solidarité syndicale des infirmiers du Congo, de l'Union des infirmiers du Congo et de la dynamique syndicale des infirmiers du Congo.

Si les infirmiers sont tous unanimes à débrayer le travail pour réclamer leurs droits, cependant du côté des médecins, la solidarité professionnelle n'est pas de mise. Ce ne sont pas tous les médecins qui sont en grève. Les médecins membres de Synamed et de Symeco n'ont pas répondu à l'appel de leurs collègues. Seuls les syndicats



La correspondance du SPAS adressée aux autorités pour annoncer leur grève

membres du SPAS tels que Symevec, Synamveco, Raprosoc ; SNVC... sont en grève. Ce mouvement de grève, s'il perdure, entraînerait de graves conséquences sur la prise en charge des malades qui en sont les premières victimes. Il est donc impérieux aux autorités sanitaires de prendre au sérieux des revendications des professionnels et administratifs de santé pour qu'une solution urgente soit trouvée. Le dialogue autour d'une table entre le banc syndical et les autorités est ultime pour désamorcer cette grève.

Blandine Lusimana

KINSHASA

Un cas de variole de singe confirmé

Le malade, un jeune homme âgé de trente-un ans, mécanicien de pirogues venu d'Inongo, dans la province de Mayi-Ndombe, depuis le 18 août à Kinshasa, est actuellement interné à l'hôpital général de référence de Kinshasa ex-Maman Yemo où il est pris en charge par l'équipe de riposte déjà à pied d'œuvre pour contenir la propagation de cette maladie

L'Institut national de recherche biomédical (INRB) a confirmé le cas de monkey pox après diagnostic et près de cinquante personnes contacts ont également été identifiées et placées sous surveillance à Maman Yemo parmi lesquelles des membres du corps médical qui avaient reçu le malade, les membres de sa famille.

Selon le directeur du Programme national de lutte contre le monkey pox, Dr Shongo Lushima, le malade est totalement pris en charge et son état est stable. Entre-temps, a-t-il indiqué, une femme qui a voyagé à bord de la même embarcation que ce cas confirmé et qui venait d'accoucher à la maternité de Bumbu est aussi en voie d'être transférée à l'hôpital général de référence de Kinshasa, car présentant des signes apparentés au monkey pox.

En dépit de la présence de ce cas dans la ville de Kinshasa, le Dr Shongo a invité la population à ne pas paniquer. Il recommande, par ailleurs, de référer tout cas suspect à un centre de santé pour des soins appropriés. « Quand vous voyez quelqu'un qui fait la fièvre suivie immédiatement un ou deux jours après des éruptions cutanées qui commencent par la tête, la face, surtout les extrémités : les paumes des mains, les plantes des pieds. C'est pendant cette période d'éruption là qu'il y a la transmissibilité. De préférence, amenez-le dans un centre de santé le plus proche ou si vous avez les moyens, vous l'amenez à l'hôpital général de référence de Kinshasa. Là vous coupez la chaîne de transmission », s'est-il exprimé à la radio Okapi.

Le directeur du Programme national de lutte contre le monkey pox a insisté sur le fait qu'il faut éviter « le contact physique avec le malade ou ses objets souillés ou ses déjections, excréments : sueur, etc. ». Le monkey pox est une maladie infectieuse qui se caractérise notamment par une éruption cutanée qui peut être isolée ou précédée ou accompagnée d'une fièvre ou de ganglions. Le virus monkey pox peut être transmis par contact direct avec les lésions cutanées ou les muqueuses d'une personne malade, ainsi que par les gouttelettes (salive, éternuements, postillons...) et par contact indirect avec l'environnement du malade (litière, vêtements, vaisselles, linge de bain...). La maladie dure généralement de 2 à 3 semaines.

B.L.

INFRASTRUCTURES

Gentiny Ngobila échange avec une délégation du projet Kin Elenda

L'entrevue a tourné essentiellement sur des différents projets en cours liés aux infrastructures de la ville-province.

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a échangé, le 22 août dans son cabinet de travail, avec une délégation du projet Kin Elenda. Cette équipe conduite par le chef du projet Victor Rutalira a été accompagnée par des représentants de la Banque mondiale qui finance ces différents projets. C'était une occasion pour la délégation du projet Kin Elenda de faire part à l'autorité urbaine de l'avancement des différents travaux sur le terrain. « Nous avons informé le gouverneur de la ville de Kinshasa sur l'avancement des travaux sur le terrain, notamment ceux qui sont en cours à l'intérieur de la station Snél/Funa pour rétablir sa capacité à 100% », a souligné le chef de ce projet. A Victor Rutalira de rappeler que cette capacité a été dégradée depuis les inondations de février dernier. Nous avons, a-t-il poursuivi,

porté aussi à la connaissance du gouverneur de la ville des travaux d'aménagement de la rivière Funa qui vont débiter dès la fin du mois de septembre. Mais, avant tout, il faudra exproprier toutes les personnes qui ont occupé le lit de la rivière Funa puis les indemniser.

Parmi d'autres travaux menés dans la ville et dont l'évolution a été relevée à l'attention du gouverneur il y a le démarrage, dès septembre prochain, des travaux de construction du centre de formation professionnelle de l'INPP dans la commune de Maluku, ainsi que le début des travaux de construction de la maison communale de N'Djili et de l'aménagement du terrain Sainte-Thérèse dès le mois de septembre prochain. La délégation du projet Kin Elenda a également fait part au gouverneur Ngobila du démarrage des travaux de lutte anti-érosive et d'adduction en eau po-



Le gouverneur Ngobila et les membres de la délégation du projet Kin Elenda DR

table prévus dans la commune de Kisenso à partir du mois de novembre prochain. « La station de captage d'eaux de N'Djili a été réhabilitée et actuellement, il y a des travaux de réhabilitation de l'usine de N'Djili qui sont en cours pour restaurer sa capacité totale et ainsi permettre à la population kinoise d'avoir accès à l'eau potable », a indiqué Victor Ru-

talira. Le gouverneur Ngobila a, pour sa part, émis le souhait de voir tous ces différents projets salutaires pour la population kinoise démarrer effectivement. Il a invité le chef de projet Kin Elenda à s'activer à ce que tous ces projets soient effectivement réalisés comme désirés.

Le projet Kin Elenda, rappelle-t-on, regorge beaucoup de programmes, entre autres

les avancées enregistrées relatives à l'inauguration et la mise en œuvre du module 1 du complexe industriel de traitement d'eau potable d'Ozone/Ngaliema permettant à la Régideso de disposer d'une production supplémentaire de 110 mille mètres cubes par jour pour l'approvisionnement de la partie ouest de la ville de Kinshasa.

Lucien Dianzenza

INGÉRENCE À LA FÉCOFA

L'épée de Damoclès sur le football congolais

La Fédération internationale de football association (Fifa) a, dans une correspondance envoyée à la Fédération congolaise de football association (Fécofa), adressé par ricochet une mise en garde au gouvernement à la suite de l'ingérence du ministre des Sports, dans la gestion et le fonctionnement de l'instance faîtière du football congolais dirigé actuellement par le comité de normalisation (Conor).

L'épée de Damoclès est suspendue sur le football congolais. La Fifa l'a clairement fait savoir à la Fécofa à travers une correspondance datée du 22 août et signée par Kenny Jean Marie, directeur de la division Association membres de l'instance mondiale du football. La Fifa n'a visiblement pas apprécié l'ingérence du ministre des Sports dans la gestion de la Fécofa dirigée actuellement par le Conor que la Fifa a mis en place.

La Fifa a mentionné l'arrêté ministériel portant « désignation des membres d'une commission chargée de l'élaboration d'un nouveau système de développement du championnat national de football ». L'Instance mondiale du football a ensuite noté que le ministère des Sports a demandé au Conor « d'instruire toutes les ligues et ententes provinciales de Football de surseoir à l'exécution du calendrier des matches pour la saison 2023-2024 publié par la Linafoot en attendant la décision du gouvernement de la République sur le rapport des travaux de la commission mixte chargée de l'élaboration de la nouvelle formule réaliste et consen-



Le comité de normalisation de la Fécofa

suelle du championnat national congolais ».

La Fécofa, dirigée en ce moment par le Conor, a souligné la Fifa, n'est ni à l'origine de la mise en place de la commission mentionnée dans cet arrêté, ni même impliquée dans cette démarche. « Or, compte tenu de la nature de la mission qui semble avoir été attribuée à cette commission, nous estimons que sa mise en place était, selon la réglementation de la Fifa, du ressort exclusif de sa fé-

dération membre (la Fécofa). Elle seule dispose du droit de gérer le championnat national reconnu par la Fifa et la CAF. En tout état de cause, cette commission ne devrait en aucune façon imposer de décision valable modifiant le championnat national organisé sous l'égide de la Fécofa », a soutenu la Fifa dans sa correspondance.

La Fifa est aussi revenue sur la détention des quelques membres du Conor par la Demiap il y a quelques jours. «

Par ailleurs, nous prenons acte avec inquiétude de votre correspondance datée du 29 juillet 2023 concernant l'interpellation, le 25 juillet, de deux membres du Conor, du secrétaire général ainsi que d'un employé de la Fécofa par des agents du Département de sécurité militaire de l'état-major du renseignement (Demiap). Sur la base des éléments que vous nous avez fournis, l'interpellation des personnes en question par le Demiap, restée sans suite à notre connaissance, semble

être liée au rôle et mission du Conor. Si tel est effectivement le cas, nous estimons que cette interpellation ne semble pas avoir eu des motifs valables et nuit à la volonté d'apaisement et de dialogue constructif indispensable entre l'ensemble des acteurs du football congolais », a relevé la Fifa.

Et de l'instance mondiale du ballon rond de rappeler : « Chaque association membre de la Fifa, la Fécofa en l'occurrence, se doit de jouir d'une indépendance et d'une autonomie qui la préserve de toute ingérence induite de la part de tiers, qu'elle soit étatique ou autre. Les associations membres de la Fifa sont, en effet, statutairement tenues de gérer leurs affaires de manière indépendante et sans influence induite des tiers (cf art. 14, al 1 lit. i) et art. 19 des statuts de la Fifa) ». La Fifa a brandi la menace en ces termes : « Tout manquement à ces obligations peut entraîner les sanctions prévues dans les statuts de la Fifa, pouvant aller jusqu'à la suspension de la Fédération concernée, et même si l'influence d'un tiers n'est pas imputable à l'association membre (cf. art. 14 al. 3 de statuts de la Fifa) ».

Martin Engimo

MUSIQUE RELIGIEUSE

La chorale Sainte-famille célèbre ses 30 ans d'existence

Les festivités marquant les 30 ans d'existence de la chorale Sainte-famille de la paroisse catholique Sainte-Face-de-Jésus, située au quartier Faubourg, dans l'arrondissement 5 Mongo Mpoukou, ont été lancées, le 20 août, par un concert de musique avec d'autres chorales de la place. Les activités dans le cadre de cet anniversaire vont se poursuivre à Pointe-Noire et Brazzaville jusqu'au 17 septembre.

Créée le 15 mai 1993 par les frères Florian Tati et Jacques Kiyindou, la chorale Sainte-famille compte aujourd'hui une soixantaine de membres. Elle est l'une des chorales de la paroisse Sainte-Face -de-Jésus qui font la fierté de l'archidiocèse de Pointe-Noire. Pour ses 30 ans d'existence un programme contenant plusieurs rendez-vous a été élaboré. La première activité a été le concert de lancement des festivités qui a eu lieu à ladite paroisse.

Ce rendez-vous d'adoration et de louange à Dieu, ouvert par l'abbé Tati Mboumba curé de cette paroisse, a réuni la chorale Sainte-famille avec les chorales invitées, notamment la chorale Sainte-Philomène de la paroisse Saint-Michel du quartier Thystère (arrondissement 5 Mongo Mpoukou), la chorale du



La chorale Sainte-Famille à la paroisse Sainte-Face-de-Jésus/Adiac

temple de l'Eglise évangélique du Congo et la chorale Sainte-Thérèse de l'Enfant Jésus, une autre chorale de la paroisse Sainte-Face-de-Jésus. Celles-ci ont, tour à tour, mis l'ambiance avec des titres comme Il n'a pas

dit, Mpévé ya longo kulumuna et Yangalala (des Bons Bergers).

Habituee des concerts, la chorale Sainte-famille a présenté un répertoire en français, latin, lingala, vili... bien équilibré avec des classiques

comme Propter magnam et domine fili, et des chants bien connus comme Libano, Ekonginda, ngangi moni, baba yetu et conquassabit, Fumu yisu. Sainte-famille a servi au public un beau concert avec des chants

bien exécutés, des voix bien harmonisées, de belles prestations qui reflètent sa maturité et qui donne déjà un aperçu de ce que vont être les autres rendez-vous de cette célébration.

En effet, outre le concert à la paroisse Sainte-Face de Jésus, la chorale Sainte-famille prévoit un concert le 3 septembre à Oken palace. Elle se produira également en concert à Brazzaville, le 14 septembre, à l'Institut français du Congo et le 17 septembre à la paroisse Saint-Esprit de Moungali, où aura lieu la messe d'action de grâce de la chorale le même jour en matinée. Notons que la chorale Sainte-famille a déjà deux albums sur le marché du disque. Le premier intitulé «Likolo sepela» (8 titres) sorti en 2009 et le deuxième « Nani U siala » (13 titres) sorti en 2015.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

CINÉMA

L'acteur Harvin Isma partage son expérience aux jeunes

Acteur et comédien, Harvin Isma va animer un master class, le 26 août, au siège du théâtre à la Carte.

«De la personne au personnage et du personnage au jeu d'acteur » est le thème du master class initié par Ciné Lab Industrie. Avec une expérience certaine qui ne se dément plus aujourd'hui dans le 7^e art, l'acteur Harvin Isma veut partager son savoir-faire et sa passion aux jeunes acteurs en herbe mais aussi aux anciens désireux de se perfectionner dans cet art. «L'acteur et le rôle ne font qu'un dans la mesure où il partage la même enveloppe corporelle, avec chacun des personnalités bien différentes», a-t-il dit.

Selon lui, cette occasion unique d'échange autour du cinéma est à saisir par tous les jeunes qui veulent faire carrière dans cet art de plus en plus exigeant avec l'évolution technologique actuelle. Signalons que c'est le cinéaste Michael Gandoh qui remarque le talent de l'ac-

teur en 2015 avant qu'Albe Diaho, un autre réalisateur ponténégrin, lui offre sa première expérience cinématographique avec un rôle majeur, celui de Hugues dans le long métrage «Diboulou» en 2018.

Dès lors, il suit plusieurs formations dont un atelier d'écriture à l'Institut français du Congo dispensé par Francis Mizio, et des cours de théâtre au sein de l'Atelier Mwezi avec le metteur en scène Selma Mayala. Il va ainsi jouer les pièces de Jean Anouilh, William Shakespeare, Jean Ribes, Tchicaya U'Tamsi et Joel Pomme-



«L'acteur et le rôle ne font qu'un dans la mesure où il partage la même enveloppe corporelle, avec chacun des personnalités bien différentes»

rat... Il fait une apparition dans «Djoli «de Glad Amog Lemra, auprès de Djédjé Apali et Bruno Henry, puis dans les courts métrages de Michael Gandoh Alicia et In Extremis, et reçoit des distinctions qui vont confirmer et justifier son talent. En 2021, il tourne avec le réalisateur Rodrigue Ngolo le film «Mon trésor», aux côtés d'Herman Kimpo, et se lance dans l'écriture du scénario pour le film «Traque» de Barthel Mpandzou.

En dehors du cinéma, Harvin Isma s'illustre aussi au théâtre en jouant de nombreuses pièces telles qu'Antigone de Jean Anouilh ou le «Zulu» de Tchicaya U'tamsi. Il est détenteur de plusieurs prix reçus lors du Ficomp (Festival international de court métrage La Pointe-Noire), Festival international de cinéma « Ideal » de Sillod en Inde... Il est aussi récipiendaire des trophées Les Kamba's récompensant chaque année les Congolais qui se distinguent dans le cinéma.

Hervé Brice Mampouya



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

*Du Lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)*



CONCOURS D'ÉCRITURE

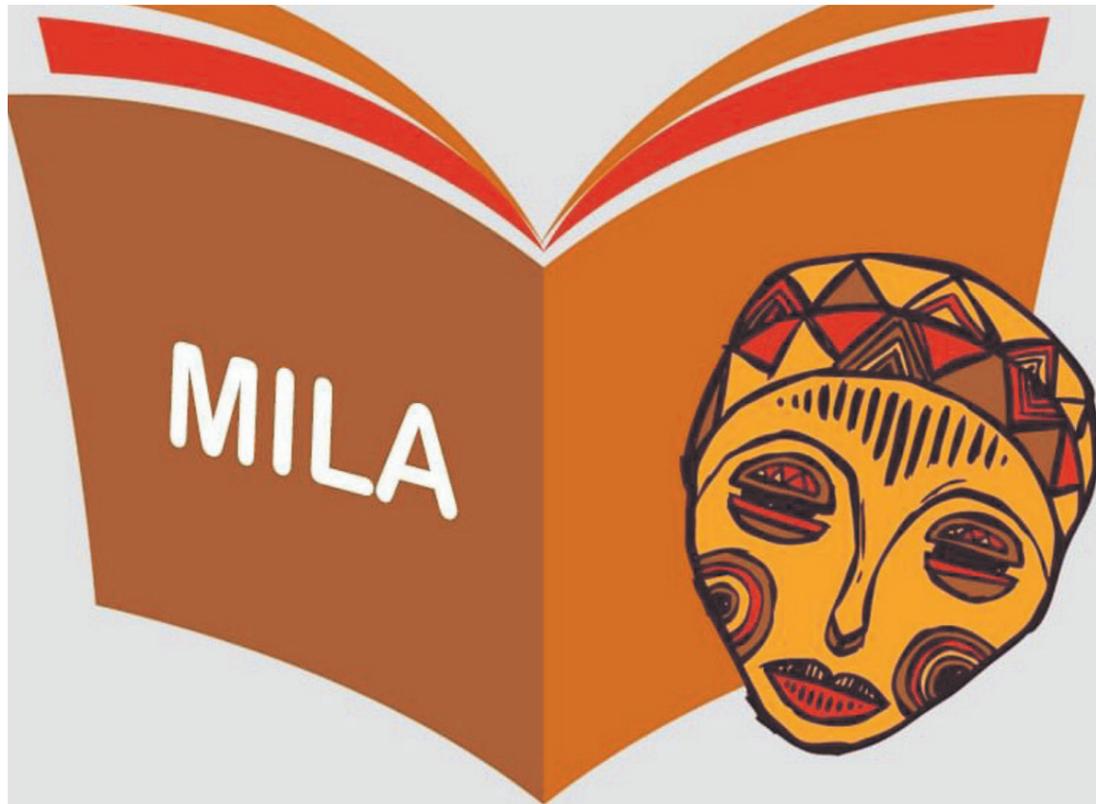
« Prix Mila de la critique littéraire francophone 2023 » ouvert

En prélude au « Meeting international du livre et des arts associés-Mila 2023 », qui se tiendra du 25 au 28 octobre en Côte d'Ivoire, il est organisé le prix Mila de la critique littéraire francophone. Les candidats intéressés peuvent postuler jusqu'au 5 septembre.

Le prix Mila de la critique littéraire francophone est une récompense dédiée à tous les critiques littéraires originaires de l'espace francophone. L'objectif étant de susciter, de promouvoir et de mettre en lumière le travail fascinant et audacieux des critiques littéraires en zone francophone. Le Congo fait partie des pays éligibles à ce concours.

Selon le règlement publié par les organisateurs, les articles à présenter lors de la première édition de cette compétition littéraire doivent porter sur l'ouvrage « Les veuves de Bifoula » d'Armel Oyama, Prix Mila du livre francophone 2022. La version numérique peut être demandée auprès du commissariat du prix à l'adresse milaabidjan@gmail.com.

S'agissant du processus d'inscription, chaque auteur doit



transmettre des articles rédigés en cinq pages maximum et deux pages minimum. Le tout en format word, police Time New Roman, taille 12 et

interligne 1. « Le délai de rigueur pour la réception des articles est fixé au 05 septembre 2023, à 23H59. Les articles sont reçus par mail

à milaabidjan@gmail.com avec en objet Prix Mila de la Critique Littéraire Francophone 2023 », a précisé Yves Arsène Kouakou, Commissaire

général pour le MILA.

A en croire ses propos, le jury du prix Mila de la critique littéraire francophone 2023, présidé par le critique littéraire et promoteur littéraire ivoirien Koffi Koffi, publiera la liste des finalistes, entre cinq et six articles, d'ici le 1^{er} octobre prochain.

Pour cette première édition, le prix littéraire doté d'un trophée et d'un diplôme sera décerné au lauréat le 26 octobre à l'ouverture du Mila, à Grand-Bassam, en Côte d'Ivoire. La cérémonie connaîtra la présence des professionnels du livre, des médias et des officiels. Par ailleurs, l'article primé sera diffusé sur les sites partenaires. En participant à l'événement, le lauréat bénéficiera également des échanges et prises de contact avec d'autres invités de la 6^e édition du Mila.

Merveille Jessica Atipo

VOLLEYBALL

Madingou abrite les championnats nationaux

L'équipe de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) s'est imposée chez les seniors messieurs, trois sets à zéro, devant le club Espoir lors de la première journée de la 34^e édition des championnats nationaux de volleyball débutée le 22 août à Madingou, dans le département de la Bouenza.



Un match de volleyball A6/Adiac

Les équipes engagées tenteront d'inscrire l'édition 2023 des championnats nationaux dans leur palmarès. La compétition, qui est pour la Fédération congolaise de volleyball un haut lieu de détection des talents, coïncidait également au lancement de la 28^e édition des seniors dames, 24^e édition des juniors et 12^e édition des cadets. Le plus souvent, elle sert de baromètre pour mesurer le niveau des athlètes en identifiant leurs forces et leurs faiblesses afin de viser l'excellence. Chez les cadets, Renaissance de Mpila a bien lancé sa compétition. Elle a battu Inter de Nkayi

deux sets à un. JCM n'a non plus manqué son entame en l'emportant devant Inter de Pointe-Noire sur ce score identique. En juniors, Inter de la capitale économique a pris le meilleur sur AS Gendarmerie trois sets à un. Le match opposant la DGSP à Saint-Michel de Ouenzé qui n'était pas arrivé à terme à cause de la tombée de la nuit est à rejouer. La cérémonie officielle initialement prévue le mardi a eu lieu le mercredi sous le patronage de Jules Moukala Tchoumou, préfet du département de la Bouenza.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Italie, 1^{re} journée, 1^{re} division

Cagliari et Antoine Makoumbou, titulaire, prennent un point sur le terrain du Torino (0-0). Pour son premier match en Série A, l'international congolais a joué toute la rencontre à la récupération en duo avec Sulemana.

Le Hellas Vérone s'impose à Empoli (1-0). Titulaire, Jordi Mboula a été remplacé à la 69^e, à 0-0. Monza chute sur la pelouse de Giuseppe Meazza (0-2). Warren Bondo n'a pas joué face aux Intéristes.

Roumanie, 6^e journée, 1^{re} division

Le CFR remporte le derby de Cluj sur le terrain de l'Universitatea (4-3). Alors que son équipe était menée 1-2, Durel Avounou a égalisé à la 55^e en reprenant, en renard des surfaces, un ballon repoussé par le poteau. Trois minutes plus tard, il lance Otele dans la profondeur, mais le Nigérian tergiverse, se désaxe et voit Avounou en retrait : la frappe du gaucher congolais est déviée en corner.

Privé du doublé, l'ancien de la Djiri va finalement être passeur décisif à la 89^e, alors que les locaux étaient revenus à 3-3. Servi dans l'axe, il enchaîne contrôle et extérieur du gauche pour Betancour, qui offre la victoire aux Grenat.

Turquie, 2^e journée, 2^e division

Bevic Moussiti-Oko n'est pas entré en jeu lors du match nul de Boluspor à Bandirmaspor (0-0).



Durel Avounou buteur et passeur lors du derby de Cluj (DR)

Camille Delourme

CEMAC

Le nouveau président de la commission compte sur le soutien du Congo

Après avoir été reçu par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, à Oyo, dans le département de la Cuvette, le président de la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), Baltasar Engonga Edjo'o, a échangé le 23 août à Brazzaville avec le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso.

L'ancien ministre équato-guinéen en charge de l'Intégration régionale est venu, entre autres, féliciter les autorités congolaises pour leur soutien à sa désignation lors du dernier sommet de la Cémac, tenu en mars à Yaoundé. « *Le Premier ministre m'a donné un message d'encouragement pour mes fonctions. Je lui ai dit que le plan stratégique que nous allons élaborer sera présenté dans les Etats afin que les ministères sectoriels et la commission elle-même puissent faire le suivi et l'évaluation de toutes les actions programmées* », a expliqué Baltasar Engonga Edjo'o à la presse.

Selon lui, le soutien manifeste des autorités congolaises dans les programmes d'intégration encourage la commission à faire plus. « *Au Congo, je suis venu avec la fierté que tous les engagements pris par le gouvernement seront exécutés. Comme dans le passé, le Congo a été toujours en première ligne dans le respect de l'engagement et es mesures d'encouragement de toutes les institutions créées par la communauté* », a-t-il rappelé.

Abordé sur les grands axes de son



Baltasar Engonga Edjo'o après son échange avec le chef de l'Etat DR

programme d'activités, le nouveau président de la Commission de la Cémac qui a pris ses fonctions il y a quelques mois pense qu'il faut encore du temps. « *Les axes sont nombreux, nous allons les définir parce que nous sommes en train de nous organiser, de travailler, d'élaborer et de mener des réflexions pour voir comment nous pouvons exécuter ce plan stratégique* », a poursuivi Baltasar Engonga Edjo'o.

S'agissant du siège statutaire de l'organisation, il a rappelé qu'il reste et demeure en République centrafricaine. La commission a déjà dépêché quelques personnels à Bangui pour faire le suivi et l'évaluation des travaux de réflexion qui retardent sa réinstallation définitive au siège statutaire. Notons que le président de la Commission de la Cémac avait entamé son séjour de travail par Oyo, dans le nord Congo où il a échangé le 21 août avec le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Outre sa reconnaissance au chef de l'Etat congolais, Baltasar Engonga Edjo'o est allé faire le point des actions que la commission a pu réaliser après la prise de fonctions du nouveau

gouvernement. En sa qualité de président des réformes de la Cémac, Denis Sassou N'Guesso a prodigué quelques conseils à la nouvelle équipe de la commission qui a pris l'engagement de travailler en équipe afin de mieux poursuivre les réformes recommandées. « *Les priorités, c'est la poursuite des réformes restantes de la commission. Au niveau interne, il y a l'instauration de la nouvelle discipline et pourquoi pas la vision de travailler avec le secteur privé, le moteur de l'économie et les ministères sectoriels dans tous les Etats membres de la commission. Donc, nous allons réaliser un travail en équipe avec tous les secteurs concernés : économique et monétaire parce que nous sommes l'institution mère de la Cémac* », déclarait-il après la réception par le président de la République du Congo.

Après Brazzaville, le président de la Commission de la Cémac et sa délégation entendent mettre le cap sur Libreville. Une mission qui ne pourrait être réalisable qu'après l'élection présidentielle, a conclu Baltasar Engonga Edjo'o.

Parfait Wilfried Douniama

SÉNATORIALES 2023

Elisabeth Mapaha sauve l'honneur de l'Upads

L'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Updas) sera bel et bien représentée à la chambre haute du Parlement. Sa candidate Élisabeth Mapaha qui était opposée à l'indépendant Ignace Mafoumbi Nziengui l'a finalement emporté après le désistement de ce dernier au second tour dans le département du Niari.

Le suspense observé au premier tour des élections sénatoriales du 20 août dans la salle de conférences de la préfecture du Niari n'a finalement été au rendez-vous lors du second tour organisé deux jours après. Seule candidate, Élisabeth Mapaha a obtenu 113 voix sur 126 votants, occupant ainsi le dernier siège à pourvoir au Sénat. Au premier tour, les deux candidats avaient obtenu 56 voix chacun.

L'élection de l'ancienne maire de Mossendjo (2014-2019), Élisabeth Mapaha, vient sans nul doute reconforter l'Upads qui comptait mieux faire que lors des précédentes sénatoriales où elle avait deux sièges dans la Bouenza. Malheureusement l'ancien parti au pouvoir dont les dirigeants se targuaient, à l'issue des législatives et locales de 2022, d'avoir une cinquantaine de conseillers locaux à travers le pays, est l'un des plus grands perdants de ces sénatoriales.

Parfait Wilfried Douniama et Max Ferhynel Poudi



FESTIVAL PONTON MIZIKI

Zao attendu à la première édition

La première édition du festival Ponton Miziki aura lieu dans la ville de Pointe-Noire du 30 septembre au 1^{er} octobre à la Côte sauvage. Pendant ce festival, le public va avoir le plaisir de découvrir ou redécouvrir le grand répertoire de Zoba Casimir, dit Zao.

La ville océane va accueillir cette année l'un des événements musicaux les plus attendus: le festival ponton miziki, avec une programmation musicale éclectique des artistes de différents horizons.

Au total, 17 concerts seront enregistrés pour donner du punch à cet événement qui se veut mémorable. En effet, chaque concert est une nouvelle expérience mettant en relief les nouveautés enthousiasmantes, les voix puissantes, les styles branchés et les sonorités les originelles. La programmation a été dévoilée, il y a quelques jours, par les organisateurs. Parmi les artistes attendus, il y a Zao, un artiste de renom.

Pendant ce festival, l'homme de 70 ans va s'unir aux côtés des nouvelles générations pour offrir au public des moments inoubliables. Il va surtout mettre son expérience musicale au profit de ces jeunes, une manière de leur transmettre son savoir-faire.

En effet, Zao un artiste qui a déjà presté sur des grandes scènes. cet artiste fait preuve d'une maturité,



dû sûrement par son âge mais aussi par son talent hors pair. Sa musique est vraiment intéressante à découvrir. Ses œuvres de Zao se caractérisent par des textes engagés abordant souvent des sujets tabous dans la société congolaise sur un ton humoristique. Sa présence à ce festival va être un honneur, les festivaliers

vont avoir la chance de découvrir son talent hors pair ainsi que son énergie communicative qui fait vibrer la foule. Notons que la première édition du festival Ponton Miziki va mêler harmonieusement le soul, le jazz, le reggae, la musique électronique, la rumba et le hip-hop.

Hugues Prosper Mabonzo